Le libre échange comme il va

Ce qui est à la fois intéressant et décourageant dans l'exercice qui consiste à donner des nouvelles du libre-échange, c'est que la notion, d'emblée, pose problème, non pas tellement pour son sens mais pour l'usage qui en est fait. Evidemment, le débat académique de l'aboutissement du libre-échange est sans fin, car il se trouvera toujours une situation dans le monde et /ou un économiste pour montrer que celui-ci n'est pas abouti. Mais, précisément, ce n'est pas ce qui compte : ce qui compte c'est bien de voir en quoi cette notion est redoutable en ce qu'elle est, en même temps, une réalité et un horizon, un instrument au service d'intérêts économiques précis et un discours légitimant toutes les politiques au service de cette cause, une justification universelle permanente et bien pratique pour les tenants d'une certaine organisation sociale, une cache-sexe pour le conservatisme le plus rigide ainsi qu'un moyen aux mains de ceux qui agissent pour que tout change afin que tout reste comme avant.

La notion de libre-échange se place au coeur de la pensée néolibérale, mais de la pensée en action, car nous voyons bien que les libéraux usent de discours pour agir. Concrètement, il s'agit constamment de faire et de laisser faire la confusion entre liberté (qui est contre la liberté?), et libéralisme, qui n'est que la liberté des marchés — première imposture, qui commande toutes les autres. Puisque la première confusion opérée par le néolibéralisme consiste à jouer sur les notions différentes de liberté et de libéralisme, le libre-échange est ce qui permet, en dernière analyse, de tout justifier : dès lors qu'il est naturel de nous trouver dans un système économique qui pratique le libre-échange, il est normal que les frontières soient abaissées, les barrières douanières annulées, et que nos entreprises (admirons le "nos") recherchent à tout prix l'accès aux marchés partout dans le monde, y compris pour piller les ressources naturelles de pays endettés, contraints de s'ouvrir dans un contexte international qui lui est défavorable. C'est ainsi que les règles de l'OMC, celles du FMI et de la Banque mondiale sont justifiées, et, plus proche de nous, toute la politique de l'Union européenne. L'Union européenne suit un calendrier, l'agenda de Lisbonne fixé dans la capitale portugaise par les Chefs d'Etats et de gouvernements en 2000, agenda libéral qui a des conséquences sociales et politiques lourdes (ouverture à la concurrence de services en réseau comme la poste, les transports, l'énergie, privatisations conséquentes, flexibilisation du marché des services et de ceux du travail). Au nom de la compétitivité, toutes les "réformes", qui sont autant de contre-réformes, semblent possibles, et sont réalisées une à une dans une ambiance de fatalisme, comme s'il n'était pas possible de faire autrement, puisque le libre-échange est une réalité, l'ouverture une nécessité transformée en vertu, en somme que la modernité consiste à se conformer à la mondialisation ou à ne pas être.

Actuellement, le constat est double : le libre-échange, quoique critiquée comme idée est promue dans les négociations internationales ; mais il suscite des résistances qui, désormais, s'incarnent en réalisations concrètes.

Les négociations de traités internationaux vont bon train.

Deux plans doivent être distingués, le multilatéral et le bilatéral ou le régional. La suspension *sine die* des négociations à l'OMC en juillet dernier pourrait laisser croire que le moment est proche d'obtenir une autre régulation du commerce international. Il n'en est rien. D'une part, les pays développés font tout pour le redémarrage des négociations; d'autre part, une claire priorité est donnée aujourd'hui aux accords bilatéraux et régionaux. Ces accords vont même parfois plus loin que ceux de l'OMC en posant des conditions de libéralisations plus dures qui visent à instaurer un peu partout dans le monde des zones de libre-échanges. Désormais, l'OMC s'analyse comme un simple cadre où sont recherchées des possibilités d'accords exploités par la suite bilatéralement ou

régionalement.

Le blocage des négociations, patent depuis près de un an a laissé croire que l'OMC n'est plus une menace. La montée en puissance des accords bilatéraux a ouvert un nouveau front de mobilisation. C'est donc dans un contexte de relative démobilisation du mouvement social sur la question que la décision, prise par les membres du G8, d'aboutir à la conclusion des négociations du cycle de Doha intervient. Le G8 nous a habitué à ses déclarations déclamatoires, notamment sur sa volonté de s'attaquer au problème de la dette ou du réchauffement climatique (pour ne prendre que ces deux exemples). Mais d'autres signes forts indiquent que la relance du cycle de Doha est réelle : le G4 (Etats-Unis, Union européenne, Brésil, Inde) a pu se réunir la semaine du 19 juin 2007 et la volonté affichée d'aboutir dans les mois qui viennent, voire avant la fin du mois de juillet, est fortement affirmée, même si rien n'est sorti de la réunion de Postdam.

Le fonctionnement même de l'OMC explique en partie le blocage actuel. Ce fonctionnement est peu connu, mais il est instructif de la violence réelle qui règne entre Etats, violence fort peu spectaculaire, mais constante. Mais, même le fonctionnement particulièrement opaque et antidémocratique de l'OMC n'aura pas suffi à aplanir les contradictions entre Etats. Celles-ci portent d'abord, voire essentiellement, sur les questions agricoles.

En premier lieu, l'enjeu n'est pas du tout le même entre les Etats : certains se battent pour accroître leur capacité d'exportation, d'autres simplement pour leur survie alimentaire. De plus, les mécanismes prévus en faveur des pays en voie de développement ont pu apparaître comme largement insuffisants. Les mesures de sauvegardes spéciales ont été discutées, ainsi que des mesures permettant aux pays les plus pauvres d'avoir un accès privilégié aux marchés du Nord, mais elles sont apparues au mieux d'un intérêt minime, voire sans intérêt du tout pour les pays du Sud. Par ailleurs, les négociations agricoles ont constamment été polluées par des arrières pensées, du fait de la pratique des pays subventionnant le plus leurs agricultures, Etats-Unis et Union européenne en tête, de sous-déclarer leurs subventions réelles et de les sous-estimer. De toutes façons, les mécanismes de subventions autorisés font la part belle aux économies capables de les "découpler" de la production : seuls les pays développés ont les moyens financiers de le faire. Mais, toutes ces raisons sont insuffisantes pour expliquer le blocage : c'est bien la volonté de pays du Nord de ne pas dépasser un certain point dans ce qu'ils auraient considéré comme un "abandon" de leur agriculture, volonté alliée à celle d'obtenir un maximum de concessions dans les deux autres dossiers importants, les services et l'accès aux marchés non agricoles, qui a abouti à une impasse.

Toutefois, c'est bien pour les négociations sur les services et l'accès aux marchés industriels que les pays développés auront montré le plus d'activisme. Les négociations sur les services sont celles qui sont allées le plus loin, et sans le dossier agricole, elles auraient pu aboutir. L'accord de Hongkong, dans son article 7, prévoyait un mécanisme extrêmement efficace pour faire avancer les négociations : il a s'agit de réunir un certain nombre de "pays amis" (de la libéralisation) de tel ou tel secteur, et de leur demander d'établir la liste de ce qu'ils entendaient voir libéraliser chez certains de leurs partenaires commerciaux ainsi ciblés. Comme les pays réunis ont déjà des relations commerciales appréciables entre eux, et qu'il n'est nul besoin ainsi de s'encombrer avec certains pays sous développés ne présentant aucun intérêt commercial dans les secteurs concernés, ce mécanisme était capable d'aboutir rapidement. De fait, le 28 février 2006, un certain nombre de listes d'exigences sont parues, discrètement, sur des secteurs aussi divers que la grande distribution, les services financiers, mais aussi l'investissement et le déplacement transfrontières des travailleurs salariés. Il faut noter à cet égard l'activisme jamais démenti de l'Union européenne qui aura été de pratiquement tous les groupes de pays amis, ou peu s'en faut. Il faut remarquer aussi que le secteur concernant le déplacement des travailleurs salariés a vu l'Union européenne être désignée comme une des cibles de ses partenaires commerciaux. Ces négociations, promouvant un système de

concurrence entre ceux des travailleurs qui, dans le monde, bénéficient d'un système de protection sociale et ceux qui n'en bénéficient pas, auraient des conséquences sociales considérables en cas d'application. La Commission européenne qui conduit les négociations pour les Etats de l'Union, les gouvernements nationaux qui lui donnent mandat, et les médias qui ont pour mission d'informer les citoyens de ce qui se négocie en leur nom ont gardé là-dessus une discrétion que n'explique pas seule la complexité de la question.

Le dossier de l'accès aux marchés non agricoles (c'est-à-dire les marchés industriels, plus la pêche et la sylviculture) aura lui aussi focalisé l'attention et n'a pas pu aboutir. Là encore, les contradictions entre les Etats étaient trop fortes : le but est de rechercher les modalités par lesquels les Etats consentiraient à baisser leurs droits de douane. Depuis Hongkong, les discussions ont tourné autour de la formule mathématique qui serait choisie pour réduire ces droits de douane, formule éventuellement assortie de coefficients permettant le cas échéant à certains pays de rehausser certains droits en cas de nécessité. Bien entendu, l'Union européenne et les Etats-Unis soutenaient la formule qui prévoyait les coupes les plus importantes, au mépris des considérations de développement. Le Brésil, pour pouvoir obtenir des concessions sur le dossier agricole, a fait ses propres propositions, l'Inde également, mais aussi des pays caraïbes, mettant l'accent sur le fait que puisque le cycle de négociations de Doha est censé être celui du développement, il fallait faire sur la question de l'accès aux marchés non-agricoles des propositions réellement généreuses. Il n'en a pas été question.

Dès l'annonce du blocage, en juillet 2006, la ministre française du commerce extérieure d'alors, Mme Christine Lagarde, a indiqué : "*On doit regarder maintenant les alternatives, c'est-à-dire les négociations plurilatérales de nature régionale*". Tous les représentants des Etats sont allés dans ce sens. A bien des égards, la réalité est déjà celle-là : n'a-t-on pas vu récemment le Parlement européen se prononcer en faveur du PET, Partenariat économique transatlantique, sorte d'accord visant à transformer l'Union européenne et les Etats-Unis en vaste zone de libre-échange? Par ailleurs, l'Union européenne s'active beaucoup dans la passation d'accords bilatéraux, ainsi que les Etats-Unis. Des accords avec toutes les parties du monde ou peu s'en faut sont en négociations : l'UE et l'Asean, la communauté andine, le Mercosur, etc. Tous ces accords sont dits OMC+, car ils prévoient des règles encore plus drastiques que celles prévues dans le cadre multilatéral, notamment en matière d'investissement et d'accès au marché.

Pascal Lamy lui-même, dans un discours le 17 janvier 2007 estimait qu'il y aura 400 accords commerciaux préférentiels d'ici à 2010 dans le monde. M. Lamy estime que le travail en bilatéral effectué depuis l'échec de Hong Kong n'était pas inutile mais que le moment est venu de remettre un peu d'ordre dans tout cela, et de faire de ces 400 accords en cours de finalisation un bon gros accord multilatéral qui remette chacun à sa place dans le village global¹.

Si on rapproche cette relance des accords bilatéraux avec le fait que, à l'OMC, des accords sectoriels ont pu être trouvés (on l'a vu sur les services), il faut désormais analyser l'OMC non comme un instrument par lequel les Etats sont censés parvenir à des résultats, mais comme un lieu de négociations où sont possibles des accords partiels déclinés ensuite dans les accords bilatéraux ou régionaux, accords qui peuvent porter sur certains secteurs d'activités ou être de portée plus générale.

Régulations intérieures et ORD

Un point essentiel mérite notre attention : le sort des "régulations intérieures" (*domestic*

1- Discours: http://www.wto.org/french/news_f/sppl_f/sppl53_f.htm

regulations) qui font l'objet de négociations spécifiques, et qui peuvent très bien être relancées. Il s'agit d'encadrer par les règles de l'OMC la capacité des Etats à prendre des réglementations intérieures. Actuellement, les négociations portent sur les licences, les certifications, et sur les processus de décision concernant les réglementations intérieures. Les négociations ont un peu avancé, mais elles se heurtent à des difficultés redoutables. Toutefois, l'objectif est clair : il s'agit, dans le cadre de l'AGCS, de donner chair à l'article VI-4, celui qui décide de l'abrogation de toutes mesures restreignant le commerce qui ne seraient pas jugées "nécessaires". Si ce point avançait (et la caractère technique et peu spectaculaire de la question peut le permettre), nous serions confrontés à une multiplication de jurisprudences de l'ORD qui aboutiraient à détricoter les réglementations intérieures, dans tous les secteurs (social, environnemental etc.)

L'écheveau des accords bilatéraux et régionaux

Sous l'impulsion de la plupart des pays OCDE, les accords bilatéraux ou régionaux se multiplient. Même l'OMC ne peut en tenir le compte exact. Simplement, si on prend deux des économies les plus importantes du monde, l'Union européenne et les Etats-Unis, il faut constater leur importance.

L'Union européenne (UE) multiplie, sur tous les continents, les Accords de libre-échange (ALE) bilatéraux et régionaux et impose à ses partenaires, particulièrement aux plus faibles d'entre eux, un libre échange total, fidèle aux textes fondateurs de l'OMC mais libéré de la contrainte des négociations multilatérales.

Dès lors, tout sera fait pour que les entreprises transnationales européennes (ETN), confondues avec les intérêts de l'UE, puissent conquérir le plus de marchés possibles dans le monde. Il faut promouvoir le libre-échange par tous types d'accords partout où cela est possible. A commencer par la libéralisation interne des régions partenaires pour les amener à ouvrir leurs marchés, et ainsi accéder en retour aux marchés européens. Il s'agit d'un double mouvement : d'une part, bradage des protections environnementales et des modèles sociaux européens considérés comme des obstacles à la compétitivité de l'UE, et d'autre part, recherche d'accords commerciaux de libéralisation, que ce soit au niveau multilatéral (OMC) ou bilatéral (ALE).

Ces ALE concernent directement les citoyens que nous sommes. Ce serait une erreur grave de croire qu'il ne s'agirait que d'un jeu, un peu déplorable sur le plan moral, mais utile pour l'expansion de "nos" entreprises. Ils constituent aujourd'hui le fer de lance de la poursuite du mouvement général de libéralisation économique qui provoque les fortes régressions de toutes sortes que nous connaissons, et aggrave la crise environnementale face à laquelle, qui plus est, ils placent l'humanité dans une position d'impuissance.

Entre l'UE et les pays (ACP) (Afrique-Caraïbe-Pacifique), 77 pays du Sud, les ALE deviennent des APE (Accords de partenariat économique). Conséquences de ces accords pour les ACP : réduction des taxes douanières (donc des dépenses budgétaires pourtant nécessaire dans le domaine social, l'éducation, la santé, etc); accroissement de la domination et la concentration des entreprises européennes de biens et de services au sein des ACP; aggravation du déclin socio-économique et de la fragilité politique de la plupart de ces pays. Cela entraînera inévitablement exode rural et migrations vers les pays riches, au moment où l'UE tend à se transformer en forteresse inaccessible aux migrants. Les intérêts de libéralisations du commerce et de l'investissement priment une fois de plus sur celui des peuples.

Outre les aspects concernant le commerce international à proprement parler, le contexte ne saurait être oublié : dans une UE à l'agenda libéral revendiqué (*l'Agenda de Lisbonne*), le contexte est celui

du *PET* et de les *politiques de libéralisation de l'UE*.

Le PET ou la zone de libre-échange Etats-Unis/ Union européenne

Parallèlement aux négociations OMC, l'idée de la mise en place d'une zone de libre-échange entre les Etats-Unis et l'Union européenne vient d'accélérer fortement. Dans ce cadre, la zone de libre-échange entre les EU et l'UE prend un relief particulier.

A la fin du de mai 2006, le Parlement européen a voté un rapport présenté par la sociale-démocrate Erika Mann (RFA). Il s'agit du rapport sur les relations économiques transatlantiques Etats-Unis/ Union européenne. Ce rapport appelle la mise en place "d'un marché transatlantique sans barrière d'ici 2015". Le Comité du Commerce international au Parlement européen avait déjà approuvé ce rapport à une large majorité, avec l'appui de ses membres sociaux-démocrates.

Concrètement, le rapport recommande que d'ici juin 2006 un sommet EU-UE trouve un accord pour relancer le Nouveau Calendrier Transatlantique (NCT) de 1995 et le Partenariat Economique Transatlantique (PET) de 1998, afin de parvenir à la mise en place d'une zone de libre échange d'ici 2015, qui en serait l'aboutissement.

Le rapport de Mme Mann dénonce les réglementations prises par les Etats dans le cadre de l'exercice de leurs missions de régulation : celles-ci seraient devenues les obstacles les plus importants au commerce et à l'investissement entre ces 2 partenaires. Le rapport insiste particulièrement sur la prolifération des réglementations d'Etats, l'utilisation de "standards techniques" non internationaux comme base de ces réglementations, et des procédures d'autorisations et/ou de qualifications trop lourdes.

Par exemple, cet accord, s'il se concrétise suivant les vœux du Parlement européen (ce qui n'est pas fait) poserait la question de sa compatibilité avec l'interdiction européenne des hormones pour bovins et dans le lait, ainsi que les réglementations interdisant les OGM. Une zone de libre-échange renforcerait la pénétration en Europe du modèle agro-industriel américain, particulièrement pour la production animale, puisqu'un certain nombre de réglementations seraient désormais interdites : *quid* des labélisations, des obligations d'information du consommateurs, du soutien à certaines filières?

Par ailleurs, la mise en place d'une zone de libre-échange poserait des questions des réglementations sociales autorisées : dans quelle mesure les obligations minimales sociales qui s'imposent encore aux entreprises (salaire minimum, temps de travail) ne seraient-elles pas ainsi attaquées? Puisque aucune harmonisation social n'est faite (ou alors une harmonisation par le bas, par le biais de la directive Bolkestein nouvelle mouture), une zone de libre-échange mettant directement en concurrence des salariés, des entreprises, des systèmes sociaux aurait inévitablement un effet d'entraînement vers toujours moins de réglementations sociales, environnementales, fiscales et de protection du consommateur.

Le contre-modèle nord-américain serait étendu à l'Europe, au nom de l'investissement, du marché et de la compétitivité des entreprises transnationales.

Pour l'instant, on n'en est qu'au stade des rapports, mais l'expérience montre qu'il faut réagir très en amont (voir les processus de décision des multiples directives de libéralisation européennes).

Les politiques de libéralisation de l'UE

Il ne saurait être question de faire le tour de toutes celles qui sont engagées par l'UE, initiées par les Etats et amplifiées par eux. Ouverture à la concurrence du service postal, de l'électricité, des

transports : la liste est longue et se concrétise depuis plus de 10 ans. Dans le domaine social également, l'UE intervient (directive Bolkestein, récent livre vert sur le marché du travail qui entame un processus de décision législative et qui porte en la matière le bréviaire libéral), ainsi que, indirectement sur la question des services publics.

La logique surplombante de l'UE s'inscrit dans l'agenda de Lisbonne qui veut faire de l'Europe la "zone la plus compétitive du monde à l'horizon 2010". Cette logique s'exprime aussi dans un texte stratégique de la Commission, daté du 4 octobre 2006 sur la "compétitivité externe de l'Union, véritable feuille de route endossée par le Conseil le 13 novembre de la même année.

"Une Europe globale dans un monde compétitif" définit les intérêts généraux de l'UE en terme d'accès agressif au marché pour la communauté d'affaires européennes, et promet une stratégie renouvelée d'accès au marché pour le début 2007.

Une attention particulière est consacrée au besoin d'une approche « pro active » pour obtenir de nouvelles opportunités d'exportations pour les firmes transnationales (FTN) européennes. De plus, la communication identifie les accords commerciaux bilatéraux ou régionaux avec des partenaires tels que l'ASEAN, la Corée, le Mercosur, l'Inde, la Russie ou le Conseil de coopération du Golfe, comme des priorités pour faire progresser cet agenda. Parallèlement, la communication exprime des engagements par rapport à l'OMC et la reprise des négociations dites du cycle de Doha.

La communication identifie trois axes clés via lesquels l'UE souhaite sécuriser de nouvelles opportunités d'accès aux marchés extérieurs pour ses entreprises :

- Les barrières non-tarifaires : la communication renouvelle le souhait de l'UE de réduire les obstacles tarifaires dans les pays tiers, en dépit des difficultés reconnues qu'un tel processus peut causer dans beaucoup de pays en développement (dont des faillites massives et des pertes de revenus importantes). Cependant l'UE souhaite aussi accroître son attention vers un large éventail de régulations « derrière les frontières » qui représentent des entraves au commerce.
- A cette fin, l'UE propose que la nouvelle génération d'accords commerciaux inclut des droits prioritaires de consultation aux entreprises européennes sur les nouvelles régulations que pourraient introduire les pays « cibles », et que l'industrie accède à des mécanismes de suivi et de renforcement aussi efficaces que le mécanisme de règlement des différends de l'OMC (qui n'opère qu'entre Etats).
- L'accès aux ressources : en réponse au lobby effectué par les groupes industriels européens, l'UE identifie l'accès non entravé aux ressources naturelles comme une priorité majeure, et s'engage à lutter contre les problèmes rencontrés par les firmes européennes à cet égard. Beaucoup de pays tiers recourent au contrôle des exportations dans le but de préserver leurs ressources naturelles pour leurs propres politiques de développement et de protection de l'environnement, et de fortes résistances se sont organisées dans ces pays face à ce qui est perçu comme une attitude néocoloniale. Pourtant l'UE liste un nombre considérable de secteurs, en particulier l'énergie, dans lesquels les contrôles doivent être levés de sorte à ce que l'accès des entreprises européennes à ces ressources soit garanti.
 - Nouveaux secteurs de croissance : l'UE place la propriété intellectuelle, les services, les investissements, les marchés publics et la concurrence comme des secteurs qui requerront une action plus agressive à l'avenir. Bien que les FTN aient réussi à gagner sur le terrain de la propriété intellectuelle sous le régime prévu par l'ADPIC à l'OMC, au détriment premier des pays en développement, l'UE estime que le renforcement de ces droits ne soit pas

encore assez assuré. De façon similaire, l'UE déplore le fait que les services comptent pour les ¾ de son PIB et de son emploi mais seulement pour le quart du commerce mondial. Pourtant les pays tiers ont exprimé leurs inquiétudes croissantes sur les impacts sociaux et environnementaux négatifs qu'aurait une libéralisation de leurs marchés de services au bénéfice des intérêts économiques européens. L'UE cherche à gagner la capacité d'investir librement dans les marchés tiers au bénéfice de ses industries, par le biais d'une multiplication des accords sur l'investissement et par l'ouverture des marchés publics aux principales multinationales de transport et de construction européennes.

De plus, *"Une Europe globale dans un monde compétitif"* s'impose comme un programme de libéralisation interne autant qu'externe. La menace la plus significative introduite par ce programme vient du désir d'adopter « une approche ouverte et flexible dans la mise en place de nos règles », avec l'intention explicite d'harmoniser les standards européens de façon à ce qu'ils ne créent plus de tensions avec les partenaires dont les standards sont inférieurs. Le Commissaire au commerce Peter Mandelson a établi explicitement que cela signifie avant tout un processus de convergence avec le système réglementaire américain, apprécié par le monde des affaires pour la faiblesse de son contenu social et environnemental. Dans ce contexte, le Partenariat économique transatlantique, qui a ambition de créer une zone de libre-échange Etats-Unis / Union européenne pour 2015 prend tout son sens.

La communication *"Une Europe globale dans un monde compétitif"* confirme que cet agenda est entièrement conditionné par les intérêts privés : « plus nos pratiques et nos règlements sont cohérents avec nos principaux partenaires, plus cela bénéficie aux intérêts privés européens ». Nulle part ne sont mentionnés les ravages que pourrait causer un tel agenda sur les populations, l'environnement et le modèle social européen.

L'insistance de l'UE sur les accords de libre-échange et sur la libéralisation interne procède de l'échec à atteindre son agenda à travers les instruments multilatéraux que sont les accords de l'OMC. L'UE espère qu'elle peut gagner davantage pour ses entreprises à travers la voie bilatérale des accords commerciaux.

Pour permettre, par les négociations commerciales, aux FTN européennes d'obtenir un accès aux marchés, il faut, dans l'esprit de la Commission et du Conseil, rendre le marché européen attractif, c'est-à-dire permettre que ce marché soit débarrassé de toutes les scories de réglementations internes qui pourraient, de près ou de loin, entraver la bonne marche des affaires. Aussi, obtenir l'accès aux marchés étrangers doit se payer par la facilitation d'accès du marché européen par les investisseurs étrangers, et pour cela sa plus grande libéralisation : l'ensemble des politiques de libéralisation interne de l'UE s'inscrit dans cette logique.

En France...

Alors que la composition du gouvernement vient d'être faite (juin 2007), créditons celui-ci de la cohérence. La liste des titulaires principaux milite en ce sens : François Fillon, Premier ministre (libéral-conservateur), Christine Lagarde, ministre chargée de l'économie et de l'emploi (libérale), Hervé Novelli, ministre chargé du commerce extérieur (libéral), Pierre Jouyet, chargé des questions européennes (libéral "socialiste", rallié), le tout sous la houlette d'un Président élu sur un programme libéral, il est des raisons de penser que l'impulsion libre-échangiste ne va pas connaître de trêve.

Les Etats-Unis sont engagés de longue date dans le renforcement d'accords bilatéraux. Leur grand combat est celui de l'élargissement de l'ALENA (Accord de libre-échange Nord américain -

EU/Canada/Mexique) à l'ensemble du continent américain. Les résistances locales, au sud comme au nord, sont telles que ce projet est paralysé. De surcroît, de fortes résistances se font jour et se concrétisent dans cette partie du monde contre le libre-échange.

Des critiques qui passent du stade académique à la réalisation de projets concrets

Si les critiques académiques au libre-échangisme n'ont jamais véritablement manqué (voir, exemples parmi d'autres, le 4 pages d'Attac (annexe 1) et un article de 2005 de Christian Chavagneux (annexe 2), il faut maintenant constater que les critiques passent le stade de la déclaration, et forment désormais un socle concret de résistance.

Rupture avec le CIRDI

Le 30 avril 2007, les présidents du Venezuela, de Bolivie et du Nicaragua décident de rompre avec le FMI et la Banque mondiale, au cours du sommet de l'ALBA (*Alternativa Bolivariana para las Americas*), et plus particulièrement de ne plus reconnaître la validité aux décisions du CIRDI (Centre de règlement des différends sur l'investissement, organe de la Banque mondiale). Il est reproché à cet organe arbitral de condamner les pays qui instaurent des législations protectrices (sociales, environnementales), ce qui entraîne une perte de chance pour les investisseurs internationaux de faire des affaires. Les compensations obtenues se chiffrent fréquemment en millions de dollars. Pour assurer l'application des principes garantissant le libre-échange, des Etats sont condamnés s'ils prennent des mesures protectrices de leurs populations.

La transformation de l'architecture financière des échanges internationaux implique la modification des modalités de traités commerciaux. En effet, les traités de libre échange, même qualifiés «d'accords de partenariat» compromettent les choix de développement autonomes en faisant primer la logique libre-échangiste. Les objectifs de solidarité et d'intégration entre les peuples désormais promus par certains gouvernements d'Amérique centrale ou du sud se heurtent à la logique des traités de protection de l'investissement et des traités de protection de la propriété intellectuelle : enfreindre ces traités est susceptible d'entraîner une condamnation du CIRDI. La plupart des procédures d'indemnisations en cours devant le CIRDI est le fait de corporations transnationales, européennes et nord-américaines de l'eau, de l'énergie, des mines, des services bancaires.

Tout en annonçant leur rupture avec le FMI et la Banque mondiale, ces pays amorcent la création d'une autre architecture financière, avec la Banque du Sud.

Une Banque pour le Sud

Deux tendances opposées sont à l'œuvre en Amérique latine. D'une part, le gouvernement des Etats-Unis et les pays de l'Union européenne réussissent à sceller avec les pays de la région des accords bilatéraux de libre échange qui sont favorables à leurs entreprises. Les privatisations massives des années 1980 et 1990 ont été mises à profit par celles-ci pour prendre le contrôle d'un grand nombre de secteurs économiques vitaux pour le développement. Les flux de capitaux vont de la région vers les pays les plus industrialisés via le remboursement de la dette, le rapatriement des profits des transnationales du Nord, la fuite des capitaux organisée par les capitalistes latino-américains, la dette publique interne est en forte augmentation, les conditions de vie stagnent et les plus exploités s'appauvrissent un peu plus, même si certains programmes d'assistance publique limitent les dégâts (Brésil, Argentine, Venezuela, Equateur).

D'autre part, les nombreuses mobilisations populaires des dernières années se traduisent par l'élection de gouvernements dont certains cherchent à inverser le cours historique des trente dernières années et à affronter la première tendance décrite plus haut en réinstaurant un contrôle public sur les ressources naturelles du pays (Venezuela, Bolivie, Equateur), sur d'autres secteurs clés de l'économie (Venezuela) et en mettant en échec certains projets stratégiques des Etats-Unis (échec de l'ALCA en novembre 2005 et difficulté de mise en œuvre du Plan Colombie à cause de l'opposition du Venezuela, de l'Equateur et de la Bolivie). Certains gouvernements entreprennent des réformes sociales en menant une politique redistributive. Le Venezuela dès 1999, la Bolivie depuis 2006 et bientôt l'Equateur ont entrepris une modification de leur constitution dans un sens démocratique. L'ALBA réunit le Venezuela, la Bolivie, Cuba, Haïti, le Nicaragua et, en tant qu'observateur, l'Equateur. La création d'une Banque du Sud projetée pour la fin 2007 est une pièce importante de cette contre-tendance.

Le 3 mai à Quito, les ministres de l'économie de six pays sud-américains -Argentine, Venezuela, Bolivie, Equateur, Paraguay et Brésil- se sont mis d'accord sur la création d'une Banque du Sud.

Ces six pays veulent prendre leur indépendance vis à vis du FMI et de la BM, mais aussi de la Banque Interaméricaine de développement (BID) qui est elle aussi gérée par les pays du nord. Le Venezuela est le premier pays de la région qui a coupé les ponts, le 30 avril dernier, avec le FMI et la BM. L'Argentine et le Brésil, qui ont tenu à régler toutes leurs dettes vis à vis de ces institutions, ont aussi pris de la distance. L'Equateur vient de renvoyer le représentant de la BM en Equateur, et la Bolivie et le Nicaragua ont indiqué qu'ils ne reconnaissent plus l'autorité du CIRDI, le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, qui dépend de la BM. Au delà, il y a aussi une volonté d'intégration régionale autour d'un projet nouveau, ancré à gauche.

Il s'agit de faire le pari de pouvoir se passer du FMI, mais avec une ambition supplémentaire : mettre en place une unité de compte qui pourrait un jour aboutir à une monnaie commune.

La Banque du Sud sera un instrument notamment chargé de mettre en application les traités internationaux portant sur les droits humains, sociaux et culturels, alors que la Banque Mondiale ne se sent pas liée par ces traités. Par ailleurs, la Banque du Sud devrait, si les chefs d'Etat se mettent d'accord, être fondée sur le principe de « un pays, une voix ». Actuellement, au FMI et ailleurs, le droit de vote des pays dépend de leur apport initial, ce qui n'est pas démocratique. De plus, les dirigeants et employés de la Banque du Sud seront redevables devant la justice, contrairement à ceux de la BM, protégés par une immunité totale qui n'est levée que si la Banque le veut. Et ils paieront des impôts, ce qui n'est pas le cas à la BM. Et les archives des nouvelles institutions seront dans le domaine public, alors que la règle contraire est en vigueur au FMI et à la BM. Enfin, la nouvelle Banque ne s'endettera pas sur le marché des capitaux. Son capital sera fourni par les pays membres qui y placeront une partie de leurs réserves internationales, mais aussi par des taxes style taxe Tobin.

L'ALBA, alternative bolivarienne pour les Amériques, ou de la coopération en place du libre-échange

En alternative à la Zone de Libre-Echange des Amériques (ZLEA, ALCA en espagnol), l'Initiative d'Intégration de l'Infrastructure Régionale d'Amérique du Sud (IIRSA) et le plan Puebla-Panamá a surgit l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA).

Ces accords de libre-échange promeuvent de la libre circulation des marchandises (énergies, eau et biodiversité) mais pas des personnes. Pour répondre à ces besoins d'infrastructures, plusieurs

projets ont été articulés comme l'Initiative pour l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-Américaine (IIRSA) et le plan Puebla-Panama, qui sont totalement articulés aux accords de libre-échange tels que l'ALENA, le CAFTA, le MERCOSUR et, dans la région andine, avec les traités bilatéraux avec la Colombie, l'Equateur et le Pérou.

Dans la proposition de l'ALBA, contrairement à ce à quoi nous ont habitués les traités commerciaux, on accorde de l'importance au renforcement des Etats et les droits humains, du travail et de la femme, de l'environnement. L'idée générale consiste à baser les échanges non sur une base de concurrence, mais sur une base de coopération et de complémentarité. Les pays adhérents à l'ALBA adoptent un modèle de traité de commerce nouveau, le Traité de commerce des peuples (TCP) dans lequel l'échange commercial a pour fonction de répondre à la complémentarité des besoins et pour finalité de contribuer à l'intégration des peuples au sein de UNASUR (l'Union Sudamericana) récemment créée.

Résistances aux APE

Les Accords de partenariat économique (APE), sont des accords de libre-échange qui concernent spécialement l'UE et les pays ACP (Afrique Caraïbes Pacifiques), au demeurant parmi les plus pauvres du monde. Dans le 4 pages sur les accords bilatéraux, Attac écrit *"Sous prétexte d'un «partenariat pour le développement», l'UE réintroduit, au travers des APE, le programme de libre-échange de l'OMC : toutes les entraves doivent être supprimées pour 80 à 90 % des échanges commerciaux entre l'UE et les pays ACP, et dans des délais les plus brefs possibles. La protection des données, les services et l'investissement, la concurrence, la facilitation du commerce, les marchés publics sont inclus dans la négociation. Or ces quatre derniers domaines sont justement ceux que les pays ACP ont refusé de négocier à l'OMC, en raison de leurs conséquences négatives sur leur développement.*

Les APE impliquant la réciprocité, les pays ACP devront ouvrir largement leurs marchés aux importations venues de l'Europe. Après une période d'adaptation variable, de dix ans en général, la situation sera la suivante :

- Les exportations des pays ACP vers l'Europe seront totalement libres de taxes douanières (alors que ce n'est actuellement le cas que pour certains produits seulement).

- 80 à 90 % des produits importés d'Europe par les pays ACP non PMA le seront également. En outre, en procédant à un regroupement des pays ACP en six blocs régionaux, l'UE s'assure que la clause de la nation la plus favorisée s'applique à tous les pays membres d'un bloc.

- L'accès des entrepreneurs européens aux services des pays ACP se fera sans réserves et sans discrimination, et l'ouverture aux investissements sera promue. Tout en refusant pour sa part toute concession, la Commission européenne exerce de lourdes pressions économiques et politiques sur les pays ACP pour forcer leurs décisions. Massivement dépendants de l'aide au développement, les gouvernements ACP n'ont pas d'autre choix que de céder devant ses exigences.

Conséquences pour les pays ACP :

- D'une part, la réduction des taxes douanières qui, pour certains d'entre eux, constituent le plus clair des recettes de l'État (celles du dernier exercice représentaient 38% du budget national du Sénégal), se fera au détriment des dépenses et investissements sociaux : éducation, santé, etc.

- D'autre part, les APE, accroissant la domination et la concentration des entreprises européennes de biens et de services au sein des pays ACP, aggraveront le déclin socioéconomique et la fragilité politique de la plupart d'entre eux, qui ont peu à offrir sur le marché international (part de l'Afrique : 2,7%). Le secteur le plus touché sera l'agriculture (soit 50 à 80% de la population), qui produit à la fois la plus grande part des biens exportables et

les aliments de base de la nourriture locale : un coup d'arrêt sera ainsi donné à toute tentative d'essor autonome. Cela entraînera inévitablement exode rural et migrations vers les pays riches. Au moment où l'UE tend à se transformer en forteresse inaccessible aux migrants, de plus en plus nombreux sont ceux qui tentent de l'atteindre, au péril de leur vie, et qui se heurtent s'ils y parviennent à des politiques répressives de plus en plus dures : quelle cohérence dans cette politique d'accords commerciaux à tout prix qui vont davantage encore détruire les conditions de vie, sociales et environnementales des pays de migrations ?

Ainsi, les objectifs d'éradication de la pauvreté et de développement durable, proclamés dans l'accord de Cotonou, sont balayés au nom de la libéralisation du commerce et de l'investissement. De plus, l'UE ne s'engage pas à régler le problème de la dette. Elle propose seulement une aide financière compensatoire temporaire pour les plus fragiles, en déduction de fonds d'aides européens pourtant déjà programmés pour des objectifs sociaux."

La résistance s'organise là-encore. Des ONG, mouvements sociaux, syndicats du Sud comme du Nord s'organisent : **une journée d'action européenne (le 27 septembre)** est prévue; un contre-sommet en parallèle à celui qui se tiendra à la fin de la présidence portugaise de l'UE (novembre ou décembre 2007) UE/Afrique : cette mobilisation vise à entraver la signature prévue de ces accords. (voir aussi annexe 3)

Probablement, le plus intéressant de ces mobilisations tient à ce que la prise de conscience devient de plus en plus générale que, dans ce domaine comme dans d'autres, les mobilisations ne réussissent pas si elles sont fragmentées.

En somme, à la question "le libre-échange, comment il va?", on pourra répondre "pas trop mal pour l'instant, mais, ça s'arrange."

Annexes

Annexe 1- 4 pages d'Attac (extrait)

Les ravages du libre-échange

Le bilan de l'ouverture des économies d'Amérique Latine illustre bien, à des degrés divers selon les pays et à l'exception du Chili, le bilan redoutable du nouveau cours de l'économie néolibérale : ouverture des frontières commerciales, libres mouvements des capitaux. A cela s'ajoute le poids de la dette, rendue insupportable par la hausse des taux d'intérêt en 1979. Les courbes de croissance de ces pays se plient au début des années 1980, avec la crise de la dette, et aucun rétablissement ne se manifeste. Comme on le sait, pour l'Argentine, l'expérience tourna à la catastrophe.

Le cas du Mexique est exemplaire, bon élève par excellence du grand frère états-unien. Les taux de croissance de l'ordre de 6 ou 7% que connaissait ce pays avant les années 1980 appartiennent au passé. Ils furent divisés par 2 ou 3 et une grande instabilité est apparue sous la forme de fortes récessions, renforcées par les politiques de rigueur du FMI.

La signature de l'ALENA en 1994 n'arrangea rien. L'emploi créé dans les « maquiladoras », zones de montage à la frontière des Etats-Unis, où les conditions de travail et de vie sont déplorables, n'a pas compensé la destruction de l'industrie nationale. Cet emploi s'avère, de surcroît, éphémère. Au début des années 2000, la délocalisation se poursuit vers des zones de main d'œuvre encore meilleur marché, comme en Chine, en dépit de la baisse des salaires. L'industrie métallurgique de Monterrey a disparu. Dans l'agriculture, 1,3 millions d'emplois ont été perdus en 10 ans. Les investissements directs, en fait la prise de contrôle de sociétés, ne débouchent guère sur des investissements « physiques » créateurs d'emplois. Désormais, 95% des oléagineux, 30% du maïs, 40% de la viande, 50% du riz sont importés. Les exportations de fruits vers les Etats-Unis ont augmenté de 76%, mais les importations de conserves de fruits ont crû de 300%. En 2002, la moitié de la population du Mexique, soit 50 millions d'habitants vivait au-dessous du seuil de pauvreté. Cette population ne survit que grâce au développement d'une économie parallèle.

La situation de l'Afrique, considérée globalement, n'a cessé de se dégrader au cours des dernières décennies, plus particulièrement dans les pays au sud du Sahara où vivent 80 % des quelques 850 millions d'habitants de ce continent. La croissance a été insuffisante pour améliorer le minimum vital d'une population en fort accroissement. Le revenu par tête de l'Afrique sub-saharienne a diminué de 10% au cours des vingt dernières années. Les inégalités se sont également aggravées : l'Afrique est, juste après l'Amérique latine et loin devant l'Asie du Sud-Est et le monde développé, la zone du monde où la richesse est la plus concentrée. C'est en Afrique que les traits du sous-développement apparaissent les plus marqués : famines, épidémies (le sida en particulier) et guerres. Le financement extérieur dont bénéficiait l'Afrique a fortement décru, ne serait-ce que du fait du ralentissement de l'aide publique au développement. Les obstacles au développement de l'Afrique trouvent largement leurs racines dans les relations dissymétriques entretenues avec les pays développés, l'Europe en particulier. L'héritage colonial pèse ici lourdement.

La mondialisation néo-libérale ajouta à la marginalisation de l'Afrique, et sa position commerciale n'a cessé de se dégrader depuis 1980. L'ouverture commerciale a engendré des effets très négatifs. Ainsi, la très forte dégradation des termes de l'échange, de l'ordre de 25 % depuis 1970, s'est traduite par un assèchement des ressources externes. De même, les politiques de rigueur, menées sous la pression du FMI et destinées à attirer des capitaux étrangers, ont affaibli la plupart des économies en déprimant les salaires et en augmentant le chômage. Au début des années 2000, l'Afrique demeure un continent pauvre, déchiré, marginalisé et dont le développement est freiné par le processus de mondialisation néo-libérale.

Le cas de la Chine (auquel il faudrait ajouter l'Inde à un moindre degré) est désormais mis en avant comme contre-exemple. Depuis 1979, ce pays enregistre des taux de croissance d'environ 7,5%. Si l'on compare le volume de la production chinoise à celui des États-Unis, en utilisant des taux de change supposés permettre une telle comparaison¹, on voit que l'économie chinoise représentait environ 17% de l'économie états-unienne jusqu'en 1979. Au début des années 2000, ce pourcentage atteint 50% ! Un examen superficiel semble confirmer l'imputation de cette croissance à l'ouverture internationale. A la fin des années 1970, le commerce extérieur (les montants des importations et exportations, approximativement égaux) atteignait à peine 5% de la production totale de ce pays. En 2000, ce pourcentage avait bondi à 23%. Les études soulignent toujours l'attractivité de l'économie chinoise, en matière d'investissement direct.

Mais il faut y regarder de plus près. La source de la croissance de la Chine est d'abord des taux d'épargne et d'investissement élevés, d'environ 35% de la production totale. Comme on le sait, le pays est engagé depuis 1979 dans un programme de réforme de très grande ampleur. Outre le

¹ Des taux dits de « parités de pouvoir d'achat ». S'ils prévalaient, un voyageur des États-Unis achetant un échantillon « moyen » de biens et services en Chine, aurait le sentiment de prix similaires à ceux prévalant dans son pays.

développement d'un secteur « privé », national et étranger, le principe de l'ouverture du capital des sociétés nationales au capital privé est acquis, depuis 1997, bien que l'État en conserve le contrôle. Jusqu'aux dernières années, l'ouverture de l'économie chinoise a été fortement sélective, maintenant des barrières tarifaires et non tarifaires relativement élevées, tout en évitant de pénaliser ses exportations grâce à des régimes particuliers. Le bas prix de la main d'œuvre a favorisé les industries de montage. Cette activité d'« assemblage et de sous-traitance » rend compte d'environ de la moitié du commerce extérieur, tant des importations que des exportations. La croissance s'est accompagnée d'une formidable dévalorisation de la monnaie. Avant 1979, le yuan s'échangeait à 50% de sa valeur en termes de parité de pouvoir d'achat. Au début des années 1990, ce pourcentage avait chuté jusqu'à 20%. La Chine ne porte pas le fardeau d'une dette extérieure massive, dont on connaît les effets dévastateurs. Enfin, cette croissance s'est opérée dans le cadre d'un contrôle des changes, c'est-à-dire des mouvements de capitaux. La Chine n'est ainsi pas l'objet d'une fuite de capitaux vers l'étranger, même si elle place ses devises aux États-Unis. On peut noter que l'existence de ce contrôle des changes n'empêche en rien l'arrivée des investissements étrangers, tout comme dans l'Europe de l'après-guerre.

Pour toutes ces raisons, on peut affirmer que ce n'est pas le libre-échange qui a permis la croissance de la Chine, et la comparaison avec l'Amérique Latine est riche d'enseignement. En réalité, l'ordre néolibéral menace la Chine, et on peut douter de la capacité de ce pays à maintenir sa trajectoire au terme de son intégration dans l'OMC. Resterait à ce pays à libérer les flux de capitaux et revaloriser sa monnaie pour rejoindre la cohorte des victimes de l'ordre néolibéral.

Annexe 2- Article de Chirsitan Chavagneux, *Alternatives économiques*, 28 décembre 2005 (extrait)

Le libre-échange ne fait plus recette

La montée en puissance de la Chine et de l'Inde fait peur. Et la solidarité en faveur des perdants n'est pas au rendez-vous.

28 décembre 2005

Ricardo démenti par la Chine

Du côté des entreprises, leur volonté croissante d'investir à l'étranger augmente les craintes liées à l'ouverture des échanges, qui facilite les délocalisations et accroît la concurrence en permettant l'arrivée de nouveaux acteurs. Nombre de salariés des pays du Nord ont peur que leur entreprise disparaisse, soit par le recours à des fournisseurs étrangers, soit que les dirigeants profitent des salaires plus faibles dans les pays émergents en y installant de plus en plus leur production. Cette dynamique est largement entretenue par les grands distributeurs dont le pouvoir s'est accru au détriment des industriels. Ainsi, le premier distributeur mondial, l'Américain Wal-Mart, représente, à lui seul, 10 % des importations aux États-Unis en provenance de Chine et plus de 70 % des marchandises vendues dans ses magasins proviennent désormais de ce pays.

Comme l'explique l'ancien PDG de multinationale et maintenant professeur à Sup de co-Montpellier, Philippe Villemus, les délocalisations d'entreprise ont connu trois grandes vagues (2). Dans les années 70, elles concernaient des produits bas de gamme de grande consommation (textile, chaussure, gadgets, etc.). A partir de la fin des années 80, elles touchent l'électronique grand public (téléviseurs, magnétoscopes), les appareils électroménagers (fours à micro-ondes...), l'automobile. Une troisième vague prend de l'ampleur vers le milieu des années 90 qui touche des produits de plus en plus sophistiqués (matériels informatiques, de télécommunications...) et commence à s'étendre dans les services, encore une fois en commençant par le bas de gamme (centre d'appels, facturation, saisies des écritures comptables...). Mais les

produits plus sophistiqués sont d'ores et déjà concernés, comme l'élaboration de produits financiers et le conseil juridique.

L'inquiétude est d'autant plus nourrie que l'on assiste désormais à la montée en puissance de pays milliardaires en population, comme la Chine dans l'industrie et l'Inde dans les services. La théorie traditionnelle du commerce international, telle qu'elle a été énoncée dès le début du XIXe siècle par David Ricardo, explique qu'un pays qui peut produire tous les biens moins chers que tous les autres pays a tout de même intérêt à se spécialiser dans la production de ceux pour lesquels il dispose des facteurs de production qui lui donnent le plus grand avantage relatif vis-à-vis de ses concurrents. Le problème avec la Chine, c'est que compte tenu du niveau considérable des ressources en main-d'œuvre et en capital dont elle dispose, elle n'a pas de contrainte de rareté relative des facteurs de production. Elle peut donc développer des capacités de production dans de très nombreux secteurs. Et elle investit beaucoup dans la recherche, y compris dans des secteurs industriels à haute valeur ajoutée, l'Inde la complétant dans les services. Résultat : les cadres autant que les salariés moins qualifiés peuvent désormais être potentiellement touchés par cette dynamique des échanges ; ils ont donc peur d'être les grands perdants de cette nouvelle phase de la mondialisation.

Notes

(2) Voir *La norme sans la force*, éd. Les Presses de Sciences Po, 2005.

Annexe 3 - Point sur la mobilisation sur les APE (accords de partenariat économique)

Lors de la réunion préparatoire au FSE qui s'est tenue à Lisbonne les 30 mars et 1er avril, la mobilisation contre les APE a été renforcée.

Il est décidé par les mouvements sociaux présents de

- lier la mobilisation APE avec la stratégie de l'UE sur la compétitivité (montrer comment le libre-échange exprimé par ces accords est une application de la stratégie de Lisbonne rappelée dans le document stratégique de la commission européenne du 4 octobre 2006 et qui porte sur la compétitivité de l'UE)
- dans cet esprit, construire un mouvement large de mobilisation qui fasse se rejoindre les mouvements sociaux ET les syndicats
- profiter du rassemblement lors du contre-sommet du G8 pour prendre les contacts utiles et renforcer les alliances
- organiser un certain nombre d'événements :
 - une assemblée parlementaire jointe (UE/pays ACP) (idée d'Attac Allemagne)
 - une journée d'action européenne (le 27 septembre)
 - un contre-sommet en parallèle à celui qui se tiendra à la fin de la présidence portugaise de l'UE (novembre ou décembre 2007) UE/Afrique : cette mobilisation vise à entraver la signature prévue de ces accords.
 - une série de décisions d'organisation (publication d'un petit livre d'explications par Attac Allemagne ; une liste électronique de travail).

Attac France est impliquée dans ces actions par le réseau S2B.